

# LES FEMMES ET LE DÉVELOPPEMENT

*Mieux comprendre la situation  
et le rôle des femmes  
du Tiers-Monde.*

## LE CAS DE L'INDE

par VINA MAZUMDAR

**L'**histoire de l'épanouissement des femmes en Inde débute vraiment par la présentation du rapport du Comité sur la statut de la femme en Inde au gouvernement indien en 1975, première année de la Décennie des Nations unies pour la femme. Cependant, les faits examinés par le Comité existaient déjà depuis longtemps.

Dès le début de son enquête, le Comité a reconnu que l'approche anti-discriminatoire - qui se reflète dans les lois, dans la confiance à l'égard de l'éducation, dans l'égalité juridique et dans le droit de vote, toutes choses considérées comme moyens essentiels d'épanouissement de la femme - n'a pas permis d'améliorer grandement le statut de la femme. En fait, d'importants facteurs de la détérioration du statut de la femme au sein de l'économie et de la société, qui existent depuis longtemps, n'ont pas été supprimés au cours de la période qui a suivi la proclamation de l'indépendance du pays en 1947. La planification du développement a accentué ces tendances au lieu de les modifier.

Pour s'en convaincre, il suffit de prendre note des statistiques suivantes:

- La proportion des femmes dans l'ensemble de la population indienne diminue progressivement depuis plus de cent ans. Une mortalité plus élevée chez les femmes que chez les hommes explique ce phénomène. Bien que pour l'ensemble de la population, le taux de mortalité ait diminué, l'écart entre les 2 sexes, pratiquement inconnu avant les années 20, est devenu plus important chez tous les groupes d'âge.

- Le taux de participation des femmes à l'activité économique diminue depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle.

- Au cours de la même période, le taux de migration des femmes s'est considérablement accru pour atteindre 80 p. 100 du taux total de la migration interne. On avait cru que ces déplacements se faisaient pour des raisons matrimoniales et de groupement, mais il ressort des

*Une scène de théâtre de rue en Inde dénonçant la pratique de la dot. Photo de Sheba Chhachchi/Lifetools*



résultats de l'enquête menée par le Comité que la majeure partie des femmes ont migré pour des raisons économiques et à cause de la détérioration de la situation de l'emploi chez les femmes, notamment dans les zones rurales.

- Les progrès considérables réalisés dans le domaine de l'éducation ont masqué la hausse de la proportion des femmes illettrées, et la plupart des nouvelles possibilités d'emplois ne touchaient que la faible minorité (moins de 10 p. 100) des femmes qui avaient reçu une certaine éducation.

La découverte de ces faits a transformé l'enquête de portée limitée sur les facteurs connus et visibles du développement des femmes en une recherche des raisons pour lesquelles le développement ne semble pas avoir libéré les femmes de la pauvreté et de la dépendance.

Pourquoi les clauses sur l'égalité dans la Charte constitutionnelle n'ont-elles profité qu'à une minorité ? Pourquoi les décideurs et les sociologues ont-ils omis d'examiner la situation de la femme aux plans de l'économie et de la santé ? Pourquoi le système d'éducation n'a-t-il pas permis de mettre l'homme et la femme sur un pied d'égalité ? Pourquoi, dans un pays où on accepte si facilement les femmes à des postes de haut niveau (y compris celui de premier ministre), la majorité des femmes ont-elles de la difficulté à participer au processus global de prise de décision et, par leur action, à favoriser la prise de décisions en leur faveur ?

#### INEFFICACITÉ DES LOIS

On est de plus en plus conscient du fait que le développement planifié n'a pas réussi à réduire la pauvreté, le chômage et l'inégalité, aussi met-on davantage l'accent sur la nécessité d'élaborer de nouvelles stratégies propres à toucher les femmes les plus pauvres et les moins privilégiées. Le développement a accentué les inégalités qui existent encore au niveau des rôles traditionnels. Les traditions d'ordre culturel ont empêché les femmes qui font partie de l'élite de prendre part à des activités économiques concrètes, mais les paysannes et les femmes des autres classes laborieuses ont toujours joué un rôle important dans l'agriculture, l'industrie et les services. Pourtant, l'étude des plans quinquennaux officiels du gouvernement de l'Inde révèle que ce fait a été totalement négligé par les planificateurs. Les femmes n'étaient vues que comme cibles passives des programmes d'étude, de santé et d'aide sociale. En négligeant le rôle actif des femmes, les programmes de développement agricole, etc. ont contribué à accentuer leur marginalité.

Les lois visant à mettre les femmes sur un pied d'égalité ont été souvent élaborées selon le modèle des lois en vigueur dans les pays fortement industrialisés, où la participation des femmes à l'activité économique est marginale. Les textes législatifs ont visé à modifier les lois régissant les principales communautés religieuses, hindoue, musulmane, parsie, chrétienne et juive - et négligé les traditions qui étaient souvent plus proches des réalités de la vie des femmes pauvres.

La transition reconnaissait les rôles multiples que les femmes devaient jouer en tant que travailleuses, épouses, mères et individus. Quelques-unes des coutumes accordaient aux femmes une liberté plus grande que celle dont jouissent les femmes des classes supérieures. Le droit au divorce, au

## DEUX PAS EN AVANT...

L'appel de Gandhi à la lutte pour l'indépendance a fait sortir pour la première fois les femmes de leur maison, la conjoncture économique et la plus grande sensibilisation aux problèmes sociaux au cours de la période qui a suivi l'indépendance ont amené un plus grand nombre de femmes dans le secteur public et sur le marché du travail. À l'heure actuelle, le taux d'alphabétisation chez les femmes est de 25 p. 100, contre 1 p. 100 en 1901. Par ailleurs, les femmes représentent maintenant 21 p. 100 de la population active.

Aujourd'hui, il y a un très grand nombre d'Indiennes dans les domaines considérés jusqu'à présent comme le fief des hommes. Citons à titre d'exemple le cas du premier ministre Indira Gandhi à un bout de l'échelle et Phoolan Devi, reine des bandits, à l'autre bout. À l'heure actuelle, les femmes dirigent des entreprises et des hôpitaux et agissent en qualité de conseillers juridiques auprès de dirigeants syndicaux. Mme Sumati Behn Morarjee est à la tête de l'une des principales compagnies de transports de l'Inde. Quant à Mme Padmavati Sivaramkrishna Iyer, l'une des plus grandes chirurgiennes dans le domaine du cœur de l'Inde, elle dirige un hôpital à New Delhi. L'Inde a également trois ambassadrices. Un nombre sans cesse croissant de femmes œuvrent non seulement dans les domaines traditionnels (arts, littérature, l'aide sociale, etc.) mais aussi en politique, en affaires et surtout

dans le domaine des professions libérales. Il y a maintenant plus de 600 000 enseignantes, près de 40 000 femmes médecins, 18 000 scientifiques et 2000 avocates.

Bien qu'il soient impressionnants, ces chiffres ne décrivent qu'une partie de la situation. En effet, près de 90 p. 100 des travailleuses sont dans le secteur agricole, effectuant des travaux manuels pénibles pour un salaire de misère; de plus, le nombre d'employées diminue au fur et à mesure que la mécanisation de l'agriculture libère des hommes, qui viennent les remplacer. Chez les femmes, le taux de chômage s'accroît à un rythme plus élevé que chez les hommes.

La plus grande prise de conscience des droits de la femme et le maintien de points de vue essentiellement masculins au sein de la société ont donné naissance à un mouvement de libération de la femme. Des organisations comme *Sahelli* et *Stri Sangharsh* sont des lieux de refuge pour les femmes, et des magazines féministes comme *Manushi* et *The Voice of the Working Women* leur servent de plate-forme. Elles avaient pour objectifs de combattre et d'éliminer les injustices inhérentes à la société féodale. Elles se sont opposées aux cas de discrimination contre les femmes de toutes les couches sociales et contre les cas de violence, depuis le viol jusqu'aux épouses brûlées vives parce qu'elles n'avaient pas pu fournir une dot adéquate.

À Punjab, des femmes se regroupent et engendrent le changement.

Photo de Vina Mazumbar



## UN PAS EN ARRIÈRE

NEW DELHI, 11 septembre. « Ma fille, nous dit Raj Yadav, avait 18 ans et était mariée depuis moins d'un an lorsque son mari ou ses beaux-parents l'ont tenue par les bras, l'ont arrosée d'essence et l'ont brûlée vive ».

Madame Yadav les accuse d'avoir commis ce crime parce que ni sa fille ni eux-mêmes ne pouvaient donner 1200 \$ et un téléviseur à titre de dot après le mariage.

De tels incidents sont maintenant connus sous le nom de « meurtres pour la dot » et se produisent presque tous les jours en Inde.

Selon certains, il y en aurait des centaines par année; à Delhi, on a signalé 19 cas au cours des six premiers mois de la présente année, contre 11 au cours du premier semestre de 1981.

De tels crimes sont condamnés en public et la pratique de la dot est interdite par la loi depuis de nombreuses années. Mais personne ne semble avoir trouvé le moyen de sortir de cette impasse.

L'une des raisons est que les témoins de tels crimes sont difficiles à trouver, selon Mme Suman Krishan Kant, militante dont l'organisation *Women's Grievances Front* aide à poursuivre les auteurs de tels crimes. Toujours d'après Mme Kant, les témoins sont fréquemment menacés par le mari et sa famille.

Mme Kant ajoute que seulement onze cas ont été portés devant les tribunaux depuis la promulgation de la Loi anti-dot en Inde, il y a 22 ans. Elle fait remarquer en outre qu'aucun mari, ni beau-parent n'a été puni pour un crime lié à la dot.

Le système de la dot a été introduit en Inde surtout du fait qu'en vertu de la loi hindoue, la propriété parentale ne pouvait pas être partagée entre des enfants du sexe féminin. En guise de compensation, les parents remettaient à leur fille un don au moment de son mariage. Avec le temps, les maris et leurs familles ont pour ainsi dire institutionnalisé le don, le transformant en dot.

Cependant, les défenseurs des droits de la femme maintiennent que l'avarice a poussé certains hommes à se marier, à obtenir la dot de la femme et à la tuer lorsqu'il n'y a aucun autre avantage pécuniaire en vue, et à se remarier.

« Le nombre de crimes contre les femmes augmente au lieu de diminuer », de dire Mme Kant.

remariage après le veuvage, et au partage des biens, dont sont habituellement privées les femmes de l'élite existe généralement au sein des classes inférieures et des tribus. Mais l'influence dominante de la culture de l'élite affaiblit ces coutumes depuis longtemps. Les règlements statutaires ont procuré des avantages à nombre des femmes de l'élite, mais la majorité des femmes n'ont pas pu en profiter à cause de leur ignorance, de leur pauvreté et de leur dépendance.

Les lois sur le travail, qui visent à protéger les mères, et qui sont calquées sur les conventions internationales, n'ont pu être appliquées que dans le secteur structuré de l'économie, qui n'emploie que 6 p. 100 des travailleuses. Quant aux autres (94 p. 100), elles se trouvent dans le secteur parallèle aucunement protégées contre l'exploitation. Même au sein du secteur structuré, les industries les plus anciennes et les plus importantes — textile, jute, mines de charbon — se caractérisent par une forte réduction du nombre et de la proportion des employées. Vraisemblablement, les syndicats ne soulèvent aucune objection. La situation des femmes dans le domaine de l'emploi ne s'est améliorée que dans le secteur public de l'économie — les services et entreprises gérés par le gouvernement, parce que la constitution interdit à l'État toute discrimination entre homme et femme.

De toute évidence, la sous-estimation du rôle économique des femmes et leur exclusion des politiques de développement économique ont été particulièrement examinées par les chercheurs et les planificateurs. Divers groupes de travail ont cherché à élaborer de meilleures stratégies afin de mettre un terme à la marginalisation économique des femmes. Ils ont proposé cinq moyens: unités spéciales de travail ou « cellules » pour le développement des femmes au sein des principaux ministères à vocation économique — Agriculture, Industrie, Développement rural, Main-d'œuvre et Emploi; affectation d'une partie des crédits sectoriels; organisations féminines de base, non pas pour offrir des services, mais pour permettre aux femmes de chercher ensemble des moyens d'améliorer leur condition et d'exercer une influence sur les décisions touchant le développement; organismes spéciaux s'occupant du développement de la femme dans tous les États afin de mettre sur pied des services de crédit, de formation et autres services d'aide; mesures en faveur des femmes — non pas pour les emplois, mais pour toutes les activités de formation.

### INERTIE DES SERVICES OFFICIELS

L'acceptation de ces principes a été marquée d'hésitation et d'ambivalence. Des cellules ont été constituées uniquement dans les ministères du Bien-être social, du Développement rural, de la Main-d'œuvre et de l'Em-

ploi. L'affectation de crédits sectoriels n'a pas été acceptée. Le principe selon lequel les programmes de développement doivent viser particulièrement les femmes a été accepté dans une grande mesure par les hauts responsables. Le Sixième plan quinquennal comporte pour la première fois un volet consacré à la femme et au développement; il reconnaît les échecs essayés dans les tentatives visant à améliorer le taux de participation des femmes sur divers plans et indique que l'égalité ne peut être assurée que grâce à l'indépendance économique, à l'éducation et au planning familial. Des directives ont été données aux gouvernements des États pour qu'ils prévoient dans les programmes de lutte contre la pauvreté et de création d'emplois des mesures visant l'amélioration de la situation économique des femmes; de plus, 33,3 p. 100 du principal programme de formation de la jeunesse rurale sont consacrés aux femmes.

Cependant, la réaction des organismes de mise en œuvre a été très lente et peu imaginative. Aux yeux du gouvernement, qui se heurte aux problèmes de l'inflation, de la misère et de la diminution du taux de croissance, la question de l'emploi et du développement des femmes n'est pas encore une priorité.

---

« L'égalité ne peut être assurée que grâce à l'indépendance économique. »

---

La prise de conscience qui s'est maintenant développée à certains niveaux supérieurs de la bureaucratie diminue progressivement au fur et à mesure que l'on s'achemine vers la base de la structure complexe de l'appareil gouvernemental.

### LES MOUVEMENTS DE FEMMES

Comment peut-on décrire le nouveau mouvement des femmes? Quelle est son origine, son inspiration ou son envergure? Les réponses données à l'heure actuelle à ces questions ne sont pas claires. Bien qu'il soit en plein essor, le mouvement ne fait pas l'unanimité en ce qui touche son idéologie, son approche ou ses objectifs. On a observé une nouvelle tendance dans différentes régions du pays, à savoir la naissance de nouvelles organisations de femmes pauvres luttant pour leurs droits économiques. Ainsi, la *Self Employed Women's Association* de Ahmedabad a commencé dans cette voie au début des années 70. Des organisations semblables ont été créées dans de nombreuses autres villes et dans certaines régions rurales.

La participation à plein temps de quelques jeunes femmes dynamiques et très instruites et la recherche sur ces organisations ont considérablement favorisé le débat sur les femmes et le développement.

Ces liens finiront-ils par influencer la croissance des mouvements de femmes à l'échelle nationale, permettant au gens d'être au-dessus des classes et

des intérêts? La connaissance des questions qui préoccupent les femmes pauvres, des effets de la politique de développement et des lois concernant l'agriculture, la foresterie, l'industrialisation, les sciences, la technologie et autres domaines est encore limitée dans la plupart des organisations de femmes. L'acquisition de telles connaissances, est une activité

à long terme. Si ce processus peut être étendu à l'ensemble du secteur de l'enseignement, le développement sera certainement activé et ses effets pourront transformer radicalement l'avenir des femmes en Inde. □

*Vina Mazumdar est la directrice du Centre for Women's Development Studies, à New Delhi.*

## LE TRAVAIL DOMESTIQUE EN AMÉRIQUE LATINE

par MAGDALENA LÉON

**L**e travail domestique a été assigné à la femme à titre de rôle fondamental et c'est pourquoi on définit principalement la femme en tant que maîtresse de maison, mère ou épouse.

Le travail domestique effectué par la maîtresse de maison pour sa famille et sans rémunération n'est pas considéré comme un travail et on qualifie la maîtresse de maison d'inactive dans les recensements statistiques de nos sociétés. Voilà l'expression la plus claire de la dévalorisation sociale qui accompagne le travail domestique, sans compter qu'il enlève tout pouvoir réel aux femmes qui l'exécutent et qu'il les place dans une position de subordination au sein de la société.

Lorsque la maîtresse de maison délègue une partie des responsabilités domestiques, généralement à une autre femme, le travail domestique se transforme en service domestique salarié.

L'existence du service domestique a permis à des femmes issues des couches moyennes et supérieures de la société d'accéder au marché du travail rémunéré. Bien que, pour la femme qui travaille à l'extérieur, toutes les responsabilités de maîtresse de maison n'aient pas disparues (ce qui entraîne le phénomène de la double journée de travail), le fait de sortir du foyer pour grossir les rangs de travailleurs est reconnu comme une condition nécessaire, mais non suffisante au processus de sa libération.

Pourtant l'existence du service domestique empêche la femme de faire aboutir ses revendications, à savoir le partage des responsabilités domestiques avec d'autres membres du noyau familial et constitue, sans aucun doute, un frein à la libération, du fait que le travail domestique continue à être attribué à la femme comme étant sa fonction naturelle, que ce soit à titre d'employée de maison ou de maîtresse de maison.



*Des travailleuses très vulnérables et mal informées. Photo de Magdalena León*

En Amérique latine, la migration des campagnes vers la ville a été un processus sélectif, touchant principalement les femmes. Selon des données fournies par la FAO et le *Programa Regional del Empleo para America Latina y el Caribe* (PREALC), en Amérique latine, entre 1960 et 1970, environ 3,8 millions de femmes ont quitté le secteur rural pour aller s'installer dans les villes.

---

*« 37 p. 100 de la main-d'œuvre féminine en Colombie. »*

---

La jeune femme migrante qui s'engage comme domestique abandonne son foyer pour aller vivre dans un « foyer » succédané où prédomine la relation de travail (qui a tous les aspects d'une relation de servitude et où manquent presque complètement les liens affectifs). L'employée de maison y exerce une fonction qui même lorsqu'elle est bien rémunérée, est grandement dévalorisée dans la société.

Par ailleurs, le foyer succédané la prive de relations plus profondes et, dans une certaine mesure, l'isole de la société de consommation, puisque ses besoins essentiels sont satisfaits, et son monde social limité à celui de la famille qui l'engage. Une telle dévalorisation personnelle et un tel isolement amènent l'employée de maison à un processus rapide et contradictoire de

transculturation par lequel elle acquiert les valeurs de la classe sociale de ses employeurs, sans perdre tout à fait celles de sa classe d'origine.

Le service domestique est la catégorie qui regroupe le pourcentage le plus élevé de la main-d'œuvre féminine. Au Chili et en Argentine, par exemple, ce taux atteint 20 p. 100 et il augmente si l'on ne considère que la population féminine urbaine économiquement active; en République Dominicaine, il atteint 27 p. 100, et en Colombie 37 p. 100.

Les employées de maison sont le plus souvent des migrantes rurales, issues du milieu paysan (ou prolétariat agricole), jeunes pour la plupart. Une bonne partie d'entre elles se retirent du marché du travail lorsqu'elles entament leur phase reproductive, pour fonder un foyer ou pour élever leurs enfants. Quelques-unes retournent sur le marché du travail après cette phase reproductive, la plupart du temps pour grossir les rangs des femmes de journée.

Le niveau de scolarité de la plupart de ces travailleuses est très bas: taux élevé d'analphabétisme ou enseignement primaire inachevé, notamment chez les plus âgées. Cependant, même celles qui atteignent un niveau de scolarité plus élevé peuvent difficilement aspirer à un statut professionnel différent.

Enfin, en ce qui concerne les conditions de travail, la situation est très précaire. Non seulement la réglementation du travail est généralement assez restreinte, mais on l'ignore souvent totalement, ce qui fait qu'elle n'est pas appliquée. La journée de travail n'a pas de limites, surtout pour la bonne logée et nourrie, et le salaire est inférieur au salaire minimum légal. Bien qu'une partie du salaire soit payée en nature, et l'autre partie en espèce, l'augmentation du coût de la vie et les lourdes responsabilités pécuniaires qu'ont ces bonnes à tout faire envers leurs enfants et leur famille les situent dans le groupe des plus pauvres parmi les pauvres. □

*Magdalena León a publié de nombreux livres et ouvrages portant sur le thème de la femme et travaille en tant que chercheuse pour l'Asociación Colombiana para Estudios de Población (ACEP) (Association colombienne pour les études sur la population).*

*NDLR: L'auteure nous a remis une bibliographie que nous n'avons pu publier pour des raisons d'espace, mais on peut l'obtenir en faisant la demande au bureau du CRDI à Bogotà.*